



Newsletter #7-2023 (Juillet)

99 AVOCATS a le plaisir de vous présenter un récapitulatif de l'actualité juridique à **Monaco** et nos articles publiés en Juillet 2023.

Merci de nous suivre. Bonne lecture !

[Read our newsletter in English](#)



PÉNAL

IT

DROIT COMPARÉ

Diffamation sur Internet • La "destination au public de Monaco", critère de compétence dérogé par le Tribunal correctionnel

Nous attirons l'attention sur un jugement du Tribunal correctionnel rendu le 13 juin dernier, lequel :

- apporte la précision qu'il n'a **pas compétence universelle** à l'égard des écrits litigieux diffusés sur Internet, quand bien même ceux-ci sont accessibles depuis le territoire monégasque ; et
- subordonne sa compétence au critère de la **destination des écrits litigieux au public de Monaco**, en l'absence de tout autre critère de rattachement à la Principauté.

Cette solution est à rapprocher de celle retenue par la Cour de cassation française.

[En savoir plus](#)



FISCALITÉ PUBLIC

Augmentation des recettes fiscales de l'Etat • Publication de la Loi n° 1.548 du 6 juillet 2023

La **Loi n° 1.548 du 6 juillet 2023 portant diverses dispositions d'ordre fiscal** (JDM n° 8651 du 14 juillet 2023) augmente les montants des **droits d'enregistrement** fixes et proportionnels et crée une **contribution touristique**.

Ses dispositions entreront en vigueur à l'égard des actes présentés à la formalité de l'enregistrement à compter du **1er octobre 2023**, et s'agissant de la contribution touristique à compter du **1er janvier 2024**.

En savoir plus



INTERNATIONAL MONEYVAL COMPLIANCE

Lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive • Publication de la Loi n° 1.549 du 6 juillet 2023 (Partie I)

La **Loi n° 1.549 du 6 juillet 2023 portant adaptation de dispositions législatives en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (Partie I)** (JDM n° 8651 du 14 juillet 2023) transcrit dans la **Loi n° 1.362** les recommandations du **Comité MONEYVAL** issues du **5e Rapport d'évaluation mutuelle** de Monaco en la matière.

Les (nombreuses) nouvelles dispositions entreront **en vigueur à la date fixée par les dispositions réglementaires prises pour leur application**, et au plus tard le **30 septembre 2023**.

En savoir plus



ENVIRONNEMENT

PUBLIC

Maîtrise énergétique des éclairages et lumières des locaux professionnels jusqu'au 29 octobre 2023

L'**Arrêté Ministériel n° 2023-426 du 14 juillet 2023** (JDM n° 8652 du 21 juillet 2023) régit la maîtrise énergétique des **éclairages et des lumières intérieures, des façades, des vitrines et des enseignes** de certains locaux professionnels en période estivale jusqu'au 29 octobre 2023.

Les règles de maîtrise énergétique au sein des **bâtiments publics affectés à une mission de services publics** et d'**exemplarité de l'État et de la Commune** sont quant à elles fixées par l'**Arrêté Ministériel n° 2023-425 du 14 juillet 2023** (JDM n° 8652 du 21 juillet 2023).

En savoir plus



PUBLIC

EUROPE

GRECO

Principes et règles éthiques, déontologiques et de conformité des membres du Gouvernement

L'**Ordonnance Souveraine n° 9.931 du 15 juin 2023** (JDM n° 8652 du 21 juillet 2023) fixe les principes et règles éthiques, déontologiques et de conformité applicables au **Ministre d'Etat** et aux **Conseillers de Gouvernement-Ministres** :

- Principes éthiques et règles déontologiques
- Conflits d'intérêts
- Déclarations de situation patrimoniale et d'intérêts
- Cadeaux et avantages
- Exercice d'activités privées par d'anciens membres du Gouvernement
- Formation et sensibilisation

Ce dispositif est à relier au **Cinquième Cycle d'Evaluation du Groupe d'Etat contre la Corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe**, traitant de la "Prévention de la corruption

et la promotion de l'intégrité au sein des gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et des services répressifs", à venir pour Monaco.

En savoir plus



GAFI

UNION EUROPÉENNE

COMPLIANCE

Nouvelle liste des Etats à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme

L'**Arrêté Ministériel n° 2023-413 du 7 juillet 2023** (JDM n° 8651 du 14 juillet 2023) modifiant l'**Arrêté Ministériel n° 2021-703 du 8 novembre 2021**, met à jour la liste des États ou territoires dont les dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou la corruption présentent des carences stratégiques (Etats ou territoires à haut risque : ETHR), suivant les **décisions du GAFI et de l'Union Européenne**.

Sont **ajoutés** à la liste nationale des ETHR : **Cameroun, Croatie, Vietnam**.

Sont **supprimés** de la liste nationale des ETHR : **Nicaragua, Pakistan, Zimbabwe**.

En savoir plus



INTERNATIONAL

EUROPE

PÉNAL

PUBLIC

Traite des personnes • Monaco ajuste son droit pénal, transcrit le droit des victimes à l'information et la formation des professionnels

L'**Ordonnance Souveraine n° 9.966 du 30 juin 2023** (JDM n° 8650 du 7 juillet 2023) a modifié l'**Ordonnance Souveraine n° 605 du 1er août 2006** qui a incriminé en droit monégasque la traite des personnes (aux fins notamment de travail ou services forcés,

servitude, prélèvement d'organes, esclavage ou pratiques analogues, prostitution d'autrui ou autres formes d'exploitation sexuelle).

Les modifications transcrivent les **recommandations du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA)** du Conseil de l'Europe, en conformité avec les obligations internationales de Monaco issues de la **Convention anti-traite du Conseil de l'Europe**, du **Protocole de Palerme** à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et de l'**article 4 de la Convention européenne des droits de l'homme**.

En savoir plus



IMMOBILIER & CONSTRUCTION SÉCURITÉ

Le détecteur de monoxyde de carbone obligatoire dans les logements

L'**Arrêté Ministériel n° 2023-416 du 11 juillet 2023** (JDM n° 8652 du 21 juillet 2023) introduit l'obligation d'installer un **détecteur de monoxyde de carbone à alarme sonore** (qui peut être "connecté") applicable aux nouvelles installations et aux installations existantes.

En savoir plus



SANTÉ PUBLIC

COVID-19 • Abrogation de 9 décisions ministérielles et prolongement de certaines mesures

Des **Décisions Ministérielles du 18 juillet 2023** (JDM n° 8652 du 21 juillet 2023), abrogent entre autres les mesures suivantes : le **passé sanitaire**, les **mesures exceptionnelles** (prévention dans le cadre d'une activité professionnelle, associative ou culturelle, port du masque dans les établissements de santé et les structures d'hébergement collectif pour personnes âgées).

Sont **prolongées jusqu'au 31 octobre 2023** les mesures suivantes : tout **résultat positif** (*mais plus le résultat négatif*) d'un test doit toujours être déclaré par la personne sous la responsabilité de laquelle ce test a été réalisé, à la Direction de l'Action Sanitaire ; **conditions de prise en charge par l'assurance maladie** des examens Covid-19 et de la réglementation relative aux **autotests**

En savoir plus



INTERNATIONAL

PUBLIC

IT

"Jumeau" du Cloud Souverain de Monaco • Entrée en vigueur de l'Accord bilatéral avec le Luxembourg

L'**Ordonnance Souveraine n° 9.965 du 30 juin 2023** (JDM n° 8650 du 7 juillet 2023) a rendu exécutoire à compter du **30 juin 2023** l'Accord entre la Principauté de Monaco et le Grand-Duché de Luxembourg concernant l'hébergement de données et de systèmes d'information, signé à Luxembourg le 15 juillet 2021, lequel assure l'**inviolabilité et l'immunité des biens de la Principauté**.

En savoir plus



PÉNAL

JUDICIAIRE

PUBLIC

Réquisitions judiciaires à l'opérateur de communications électroniques déléguataire de service public

L'**Arrêté du Secrétaire d'État à la Justice, Directeur des Services Judiciaires n° 2023-24 du 6 juillet 2023** (JDM n° 8651 du 14 juillet 2023) qui entrera **en vigueur le 1er janvier 2024**, concerne les **réquisitions judiciaires à l'opérateur de communications électroniques déléguataire de service public** (interceptions d'appels, localisation en temps réel,

fourniture des données portant sur l'identification des personnes bénéficiaires ou utilisatrices des services fournis, caractéristiques techniques des communications et localisation des équipements terminaux).

Il garantit à l'opérateur la juste **rémunération** des **prestations** détaillées en annexe, et crée un **comité de liaison** entre l'autorité judiciaire et l'opérateur.

En savoir plus

FONDATION
D'INTÉRÊTS
MIXTES

PUBLIC

FAMILLE

SOCIÉTÉS

FISCAL

Proposition de loi n° 256 relative aux fondations d'intérêts mixtes

La **proposition de loi n° 256** déposée le 24 juillet 2023 porte création de la fondation d'intérêts mixtes, poursuivant un **but principal d'intérêt général**, et un **but secondaire** pouvant avoir pour objet :

- la **prise de participation dans des sociétés commerciales**, ou
- la **gestion d'un patrimoine, d'un portefeuille d'actifs, ou de sociétés**, ou
- le **paiement de frais d'éducation, l'accompagnement et l'assistance des membres de la famille** du fondateur, ou
- le **maintien du caractère familial d'une société ou d'un groupe de société**.

En savoir plus



PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

UNION EUROPÉENNE

ÉTATS-UNIS

Transfert des données personnelles UE/USA • Décision d'adéquation du 10 juillet 2023 de la Commission européenne (secteur commercial)

Le 10 juillet dernier, la Commission européenne a officiellement adopté la [Décision d'exécution en application du règlement \(UE\) 2016/679 \(RGPD\) sur le niveau de protection adéquat des données à caractère personnel au titre du cadre UE-États-Unis de protection des données à caractère personnel](#).

Les données personnelles pourront ainsi circuler librement de l'Union Européenne vers les **entreprises aux États-Unis qui participent à ce nouveau cadre de protection des données personnelles** (dont la liste sera gérée et rendue publique par le ministère américain du commerce), quels que soient les mécanismes de transfert utilisés (clauses contractuelles types, règles d'entreprise contraignantes...).

Pour rappel, les **transferts de données personnelles de Monaco vers les États-Unis** sont pour l'heure soumis à autorisation préalable de la Commission de Contrôle des Informations Nominatives (CCIN).

[En savoir plus](#)

99 AVOCATS ASSOCIÉS

16 rue du Gabian 98000 MONACO



[Nous contacter](#)



+377 97 70 40 70